NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

SNCF
Secteur Paris Sud-Ouest
Lundi 22 novembre 2021

Si violence il y a, c'est bien celle de l'État colonial français

Face à une semaine de grève générale qui a débuté le lundi 15 novembre en Guadeloupe, et plusieurs nuits d'émeute et pillage de commerces, le gouvernement français répond par la violence de la répression : couvre-feu dès 18 heures et envoi à la rescousse de 200 policiers et gendarmes supplémentaires, et quelque 50 agents du Raid et du GIGN. Même des médias enclins à relayer la parole officielle et qui focalisent sur « des nuits de violence », soulignent qu'il s'agit bien d'une explosion de colère sociale, contre les inégalités et la pauvreté.

Là-bas, une crise sanitaire permanente…

La mobilisation lancée par un collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives, dépasse largement une simple opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire. Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique, accumulent les scandales sanitaires sur l'île, depuis des années. Ainsi, le réseau d'eau se dégrade faute d'entretien, privant de nombreuses familles d'eau potable… mais pas de factures d'eau. Les coupures sont incessantes. Certains jours, les écoles sont fermées parce qu'il n'y a pas d'eau ! Une situation qui ferait scandale dans l'Hexagone. Autre drame : celui du chlordécone, ce pesticide ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, sur dérogation spéciale pour les Antilles, et qui empoisonne aujourd'hui le sang de plus de 90 % des Antillais.



… qui s'ajoute à la crise sociale

À cela s'ajoutent un chômage de masse, une vie dans des quartiers populaires particulièrement délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse vertigineuse. C'était déjà la vie chère qui avait mis le feu aux poudres en 2009 et déclenché une grève générale de 44 jours, menée par le LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon* ou Alliance contre l'exploitation). Un mouvement qui dénonçait aussi la mainmise des békés (les descendants des propriétaires d'esclaves) sur l'économie locale.

Colère des travailleurs et des jeunes

De nombreuses catégories de salariés sont mobilisés : les soignants et les pompiers, mais aussi les enseignants, les pompistes, les territoriaux et les travailleurs de l'hôtellerie-restauration. Sur leurs piquets de grève et barrages installés à de nombreux endroits, ils ont dû faire face à la répression des forces de l'ordre. Le gouvernement français voudrait les faire passer pour des antivax irresponsables, bloquant la circulation et même l'accès aux soins. Comme partout, bien sûr, les théories complotistes et autres *fake news* circulent dans la population. Mais les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, la déliquescence de l'hôpital public et le manque de moyens généralisé, un désastre sanitaire dont la population des Antilles n'est pas responsable mais victime. En Martinique aussi, les organisations syndicales ont appelé à la grève générale à partir de ce lundi 22 novembre.

Antilles, Kanaky… et nous aussi

Même colère dans d'autres territoires d'outre-mer : en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), l'État français maintient pour le 12 décembre, et contre la demande de report de nombreuses organisations kanak, le troisième et dernier référendum sur l'autodétermination, en pleine pandémie de Covid. De quoi s'assurer un vote conforme à ses intérêts. Et là encore, sous la menace d'une répression renforcée : envoi de 2 000 gendarmes, militaires et policiers pour « sécuriser le scrutin »…

Ces régions du monde, comme aussi la Guyane et la Réunion, sont des « territoires français », nous dit-on. Ils sont effectivement exploités pour les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français, et la vie quotidienne y est encore plus dure qu'ici. Par leur mobilisation et leurs revendications, contre la dégradation sociale imposée par des moyens redoublés de violence d'État, les travailleurs des Antilles ou de Kanaky nous sont proches. Le succès de leur lutte est capital. Là-bas comme ici, l'alliance contre l'exploitation est à l'ordre du jour.

Escale Paris Montparnasse : la colère est toujours là !

Les quelques primes et promesses d'embauches que la direction a lâché face à la menace de grève n'ont pas suffi à nous calmer. La grève du lundi 15 a été suivie par deux tiers des agents. L'envahissement de l'espace de vente a permis de dénoncer les effectifs insuffisants sur les accueil-embarquements, les risques d'agression, les journées découpées entre les quais, aux guichets et à l'accueil des usagers dans la file d'attente. Les usagers se sont solidarisés et ont interpellé la direction avec nous. Une belle démonstration de force. La mobilisation se poursuit pour de vraies augmentations et des embauches. La prochaine fois la coordination avec les ASCT et d'autres collègues de l'axe Atlantique sera indispensable.



Au commercial, on ne va pas se laisser faire

En réponse à des dizaines de suppressions de postes, les collègues des lignes H et B étaient en grève le 2 novembre. Cette politique de destruction est la même sur l'ensemble de la région parisienne et des postes sont menacés sur les lignes C, N et U : prochain rendez-vous le 1er décembre, en grève et devant les fenêtres de Transilien !

Bon appétit !

En guise d'accueil dans les nouveaux postes informatisés de Massy et Orly, la direction a offert des fruits et des donuts aux agents… On n'était pas habitué à ce genre d'attention à l'EIC, d'habitude il faut mendier pour avoir des stylos. Ça ne fera pas oublier les vrais problèmes : il faut des effectifs suffisants et une formation adaptée.

Pour le coup un cadeau au goût amer !

Alerte enlèvement

Avis de disparition des Repos Périodiques Programmés à l'EIC sur l'UO Essonne Val d'Orge alors que la réglementation en impose deux par mois, dont un qui tombe sur un samedi-dimanche. La dernière fois qu'ils ont été aperçus, ils ont permis à des agents de passer du temps en famille, de prévoir leur planning un peu à l'avance.

Pour les retrouver n'agissez pas seul, mais collectivement face à la direction !

Salaires : le compte n'y est pas

Bilan des NAO : en 2022, nous en serons à 9 ans de gel des salaires. Dans tous les secteurs, et pas seulement à la SNCF, les mouvements se multiplient pour demander notre dû salarial devant les profits record réalisés pendant la crise. Seule la lutte d'ensemble nous permettra d'obtenir l'augmentation de 400 euros par mois dont nous avons besoin pour survivre.

Vous avez dit concurrence ?

Les restructurations qui ont lieu depuis plusieurs années dans tous les services s'inscrivent dans ce que la boîte a appelé « gestion par activité » il y a 20 ans, ouverture à la concurrence aujourd'hui.

La méthode consiste à séparer les activités les plus rentables de celles qui sont forcément déficitaires. La direction en profite pour réduire les coûts de toutes les activités sur notre dos. La dernière phase, celle dans laquelle on entre, consiste à refiler les activités les plus rentables à des groupes capitalistes ou des filiales de droit privé de groupes publics (SNCF/Keolis, RATP/RATPDev, Transdev). C'est le principe de socialisation des pertes et privatisation des profits, sur notre dos, ainsi que celui des usagers et des contribuables.

Dans tous les services nous sommes confrontés aux conséquences de cette politique : sous-effectifs, bas salaires, productivité par l'intensification et la flexibilisation du travail. L'offensive continue quand la boîte menace de supprimer des centaines de postes à Transilien ou propose des roulements banlieue dégradés. Nous devons riposter tous ensemble !



En ligne ou en vente auprès de nos diffuseurs :

Dossier complet sur les grèves de Transdev, avec toutes les vidéos sur le site, en flashant ce QR-code ou en suivant ce lien : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/Transdev-TransGreve

La main à la poche, la main à la pâte

Ce bulletin est le tien, tu peux le faire circuler, l'informer et débattre avec ses diffuseurs. Et jusque fin décembre, tu peux verser à la souscription. **Contacte nos diffuseurs, envoie-nous un mail, like et partage la page facebook !**

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest** ou **Nouveau parti anticapitaliste**

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA